

RÉACTION À CHAUD SUITE À LA VICTOIRE DU GÉNÉRAL NDAYISHIMIYE À LA PRÉSIDENTIELLE DU 20 mai 2020.

Nairobi, 25 mai 2020.- le désormais futur président du Burundi qui prêtera serment le 26 aout au lendemain de la fin du processus électoral qui culminera avec les élections collinaires (août) et les sénatoriales (fin juin) vient d'appeler tous les Burundi à se sentir vainqueurs solidaires de ce scrutin. Aux réfugiés il demande d'émettre fin à leur tristesse de s'appeler « réfugiés » et leur demande de rentrer au bercail.

Le Cirid, qui était présent dans la salle du Club du Lac où l'excellent président de la CENI, qui a dirigé ce processus d'une main calme de Maître, revient ici à l'historique qui nous mène vers ce Burundi de ce 25 mai, qui se distingue par sa force tranquille.

QUELQUES TRAITES HISTORIQUES

En 1961, le Prince Louis Rwagasore, Héros de l'Indépendance, Assassiné en 1961 par un assassin payé par ses ennemis politiques à la solde des colons tombe sur le champ d'honneur.

Son père, SM le Roi Mwambutsa IV Bancirigenge, intronisé en 1915, proclama malgré tout l'indépendance le 1er juillet 1962. Le Roi fut malheureusement destitué...par son fils Charles Ndizeye qui avait accepté les paroles du serpent, violant du coup la Loi sacrée royale qui interdit de se proclamer Ntare (Le Lion) Roi, alors que le Roi est en vie...il n'avait que 19 ans.

Charles Ndizeye fut ainsi intronisé en juillet 1966 à Muramvya avec l'appui de son "ami", le Judas de la Cour, le Colonel Micombero, sous le nom de règne Ntare V.

Ntare V, fils du Roi Mwambutsa IV, provoqua la destitution de son père, lequel fut exilé à Genève où il repose pour toujours.

Le 29 Avril 1972, Ntare V sera la première victime du génocide des hutus du Burundi. Le Colonel Michel Micombero le fit jeter dans une fosse commune à Gitega.

VERS LA FIN DU PARTIE ÉTAT GRÂCE À UNE LETTRE AUVERTE ADRESSÉE AUX PUTSCHISTES

Depuis 1966, le Parti de Rwagasore sera petit à petit purgé des hutus et des membres de la Famille royale pour culminer en un parti monoethnique accaparé par une minorité clanique, minoritaire au sein de la minorité ethnique régnante, celle des Présidents Micombero (1966), Bagaza (1977), Buyoya (1987 et 1996).

Jusqu'à la Lettre Ouverte du 22 août 1988 écrite par un journaliste, signée par 27 intellectuels hutus, et qui demanda à l'UPRONA de:

- mettre fin aux massacres ethniques
- mettre fin au parti unique et au gouvernement totalitaire du Comité Militaire pour le Salut National
- s'ouvrît le pays au débat multipartite et à la Démocratie favorable aux élections libres, etc.

Les signataires survivants furent accueillis par la Suisse.

L'auteur de la Lettre Ouverte, à sa sortie de la prison politique, s'exila au Rwanda d'où il fut "exfiltré" grâce au savoir faire du CICR et du HCR pour aller à Genève le 22 mars 1989.

DU CSPB AU CIRID

À Genève, il créa le Comité de Solidarité pour la Paix au Burundi CSPB, un organe de presse reconnu alors par les Nations Unies et qui fit la diplomatie du parti d'opposition clandestin, le Front pour la Démocratie au Burundi, dirigé par Melchior Ndadaye.

Ndadaye gagne les élections du 3 juin 1993 avec un score comme celui d'aujourd'hui...

Ndadaye est assassiné par l'Armée de l'UPRONA, le 21 octobre 1993.

Le Parti FRODEBU de Melchior Ndadaye se scinde en plusieurs morceaux dont le CNDD-FDD, car, les hutus du Burundi comprennent qu'ils ne peuvent plus se laisser tuer sans défense.

Le Comité de Solidarité pour la Paix au Burundi deviendra en 1996, le CIRID, pour proposer, grâce au soutien de la Suisse, le Dialogue aux protagonistes de la Guerre civile.

L'UPRONA organisa un 3e coup d'Etat en juillet 1996 avec Major Pierre Buyoya à sa tête.

En 1994 :

une Commission d'Enquête et plusieurs rapports sur l'assassinat des Présidents Burundais Melchior Ndadaye, 21 octobre 1993, Cyprien Ntaryamira, le 6 Avril 1994 restent ignorés par la communauté internationale.

Mais, l'OUA+ONU ont repris l'initiative du CIRID de proposer un nouveau style de gouvernement basé sur l'expérience helvétique baptisée « "consociationalisme" » ou bien, la démocratie représentative, comme le système fédéral suisse, mais sans fédéralisme et avec des ethnies. C'est l'arrivée de l'accord d'Arusha.

L'UPRONA et Oppositions acceptent et signent cet Accord d'Arusha en août 2000.

Le Chef du Front National de Libération du Peuple Hutu, FNL-Palipehutu, Agathon Rwasa, se trouve en Tanzanie.

Le CIRID, en partenariat avec l'organisation genevoise « Geneva Call » fait la médiation entre lui et les autres sous la facilitation d'un projet dit « Projet de déminage humanitaire ».

Le Chef du CNDD-FDD est aussi sous la médiation du CIRID pour rentrer à Bujumbura après la signature d'un cessez le feu négocié sous la férule sud africaine.

Mais, Avant son retour au pays, une imposante délégation du Cnndd -Fdd, grâce aux bons offices du Cirid, passe par Genève en décembre 2004.

En 2005, ils Gouvernent ensemble avec l'UPRONA de Buyoya.

En 2010, celui boycotte les élections, entraîna les autres opposants à boycotter la présidentielle et ouvre la voie à des rivalités guerrières : le terrorisme entre ainsi au Burundi.

L'HISTOIRE BASCULE

Le CNDD-FDD "change" le leadership Hima en réussissant la politique de réforme de l'armée. L'UPRONA commence sa descente vers son éclipse stratégique, puisque son chef Charles Nditije, Président et Représentant légal, va en exil en Belgique. Il est remplacé par le signataire d'un Communiqué qui d'aujourd'hui, ce lundi 25 mai, félicite le désormais futur nouveau Président NDAYISHIMIYE.

En 2015, un coup d'État avorté piloté par Société civile et les mouvements politiques de la galaxie Buyoya avait tenté l'irréparable.

Ce fut un échec. Le CIRID devait dénoncer ce qui fut comme un suicide inutile le 17-18 septembre 2017 au Conseil des Droits de l'Homme ONU en informant les délégués de cette historique. Un expert onusien, débordé choisit la bonne voie en démissionnant de son poste.

Ce ne fut pas la fin du combat mais seulement la victoire dans une bataille.

Le CIRID a choisi en 2020 de participer à l'observation des élections (plus de 170 observateurs disséminés dans tout le Burundi) aux côtés des 39 autres associations nationales sélectionnées parmi les 600 qui sollicitent les accréditations. Ce fut un plaisir et un devoir civique agréable de prendre part à cette aventure. Avec des moyens propres au CIRID, c'est à dire sans sponsor extérieur.

Bref donc, si le CNDD-FDD, né du Frodebu de Melchior Ndadaye, reçoit les félicitations de l'UPRONA, ceci montre que le pays avance dans la direction de la maturité démocratique.
Vive le Burundi

Vive le CIRID

Par Joel Hakizimana, Secrétaire permanent, CIRID Geneve